

ait une institution parfaitement indépendante dans son opinion et, en plus, ce qu'on peut faire, comme en Allemagne, on charge quelques personnes, qu'on appelle les sages, de déposer un rapport, un rapport qui reçoive de la publicité, et on voit quelle politique doit être faite. Qu'est-ce qu'il faudrait faire, dans les 6 mois à venir? On pourrait demander à 3 ou 4 personnes d'une université, de déposer un rapport qui, d'ailleurs, peut parfois provoquer des discussions énormes. C'est ça, le but.

M. LEFEBVRE: Une dernière question. Qu'est-ce qu'une ménagère ordinaire peut faire, pour assurer qu'elle donne le meilleur rendement possible à sa famille, avec le budget à sa disposition? Je crois que c'est très important, parce que, depuis qu'on a commencé à siéger à ce comité, c'est surtout du problème des ménagères qu'on a traité, et c'est pour ça que je vous demande cette question.

M. THÜR: Il est très normal que c'est là que le problème se pose le plus. Je n'ai pas de formule magique à ce sujet, mais disons que c'est une très longue lutte à faire, qui est une lutte d'éducation. Ce qui est important, c'est que les gens ne soient pas pris par un certain nombre de facteurs extérieurs, pour être indépendants par rapport à la publicité. Ça dépend de votre niveau d'éducation, disons, et une publicité agressive produit exactement l'effet adverse. On nous a donc pris dans ce jeu-là; ce qui veut dire qu'une personne serait relativement libre de toutes ces influences extérieures; c'est celle-là qui a une forme de rationalité. Je ne pense pas qu'on devrait présenter à des ménagères des budgets types, parce que ça change tellement d'un ménage à l'autre, que c'est pratiquement impossible de dire quelle est la bonne répartition du budget, par exemple, quand quelqu'un arrive à un niveau de 5,000 dollars.

M. LEFEBVRE: C'est surtout un problème d'éducation?

M. THÜR: Oui, et de données dans la rationalité,—qu'on ne paye pas un cent de plus, si ça ne vaut pas la peine pour moi.

M. LEFEBVRE: Pourriez-vous nous donner votre opinion sur le système de timbres-primés, et de «cents off»?

M. THÜR: Personnellement, je suis hostile à ces choses; je suis parfaitement hostile parce que vous donnez à des personnes des choses qu'elles n'ont jamais désirées; si elles désirent les acheter, qu'on leur laisse l'argent, et elles l'achèteront si elles le veulent. Mais, acheter des aliments pour obtenir finalement quelque chose autre, ce n'est pas normal; s'ils en ont besoin, ils l'achèteront. Le système de timbres-primés, etc., c'est tout de même un coût. Ce coût devra donc se retrouver dans le prix des produits alimentaires. C'est impossible de faire autrement, ça se retrouve. Il ne faut pas augmenter bien des choses secondaires de ce genre pour que ça rende un mauvais service aux prix.

M. LEFEBVRE: Merci, professeur.

Le coprésident sénateur CROLL: Monsieur Allmand.

M. ALLMAND: Vous avez rejeté le contrôle des prix comme une solution contre l'inflation; mais vous avez dit que vous luttez plutôt contre les symptômes, plutôt que les causes?

M. THÜR: Oui.

M. ALLMAND: Est-il possible, au Canada, que des produits, ou des services essentiels, et si nous contrôlons les prix de ces services, nous contrôlons la cause plutôt que les symptômes? Par exemple, l'acier, ou la sécurité sociale? Avez-vous étudié le «Canada Pension Plan», l'an dernier, qui a été entrepris le 1^{er} juin 1966,—et les prix durant cette année-là?

M. THÜR: C'est un problème que je n'aurais pas à étudier. Est-ce que le «Pension Plan» a influencé les prix, comme tels. Ce qu'il faut étudier, ça pose un problème de l'État, à savoir qu'il devrait contrôler certains prix. D'abord, quel genre de contrôle devrait être efficace? Je crois en un contrôle de législation. Il y a une loi, par exemple, qui détermine un pris de l'acier, à un certain nombre de